

Notice explicative n° 5

Mise à disposition d'un agent auprès du Syndicat Intercommunal des Transports Publics de la Région Toulousaine

Monsieur Le Président rappelle à l'assemblée que, par délibération en date du 9 mai 2014, la convention de mise à disposition de services entre la commune et le SITPRT a été renouvelée pour la mandature.

Il convient aujourd'hui de formaliser la convention de l'agent administratif mis à disposition pour une partie de son temps de travail.

En effet Madame Gracia est mise à disposition auprès du SITPRT à hauteur de 4 demi-journées par semaine soit 15h30 pour la durée de la convention.

Le comité syndical après en avoir délibéré doit :

- autoriser la mise à disposition, auprès du SITPRT de Madame Gracia, adjoint administratif de 2^{ème} classe à hauteur de 15h30 hebdomadaire, pour la durée de la mandature,
- approuver la convention de mise à disposition correspondant, jointe à la présente,
- autoriser Monsieur le Président à la signer.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

De Madame GRACIA Marie-Thérèse, Adjoint Administratif de 2^{ème} classe

Entre

La Commune de Plaisance du Touch, représentée par son 1^{er} Adjoint au Maire, Madame LECLERC Marie-Claire habilité par délibération n° 16/188 en date du 28 novembre 2016,

D'une part,

Et

Le SITPRT (Syndicat Intercommunal des Transports Publics de la Région Toulousaine), représenté par son Président Monsieur Louis ESCOULA, habilité par délibération n°2017 xx xx du xxx janvier 2017 du Comité Syndical.

D'autre part,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 1696-I, codifié à l'article L.5211-4-I II du CGCT.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Dans le souci d'une bonne organisation des services, conformément à la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 susvisée.

La Commune de Plaisance du Touch décide de mettre à disposition du SITPRT, un agent pour l'exercice des compétences figurant dans ses statuts.

Conformément aux dispositions des articles 61 et suivants, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n°2005-580 du 18 juin 2008, la Commune de Plaisance du Touch met à disposition du SITPRT, Madame GRACIA Marie-Thérèse, Adjoint Administratif de 2^{ème} classe.

Article 2 : Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire

Mme GRACIA Marie-Thérèse, Adjoint Administratif de 2^{ème} classe à temps complet est mise à disposition en vue d'assurer le Secrétariat : Accueil téléphonique, Tenue du secrétariat, Préparation des Comités Syndicaux, Relations avec les communes membres.

Article 3 : Durée de la mise à disposition

Mme GRACIA est mise à disposition de la Commune à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée de 1 an renouvelable (date limite maximale de 3 ans renouvelables) à raison de 15,50 heures sur 35 heures.

Article 4 : Conditions d'emploi du fonctionnaire mis à disposition

La collectivité d'accueil

Le SITPRT organise le travail du fonctionnaire dans les conditions suivantes :

- Les horaires de travail de Mme GRACIA sont répartis sur 4 demi journée par semaine. (lundi, mardi, mercredi, jeudi)

La collectivité d'origine

La Commune de Plaisance du Touch continue à gérer la situation administrative du personnel mis à disposition.

- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congé de longue maladie,
- congé de longue durée,
- congé pour accident de travail ou maladie professionnelle,
- temps partiel thérapeutique,
- congé pour maternité, pour paternité ou pour adoption,
- congé de formation professionnelle notamment lié au DIF,
- congé pour formation syndicale,
- congé « jeunesse » (8° de l'article 57 de la loi n° 84-53),
- congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie,
- congé de représentation,
- congé pour validation des acquis de l'expérience,
- congé de présence parentale,
- congé pour bilan de compétences,

Article 5 : Rémunération du fonctionnaire mis à disposition

La Commune de Plaisance du Touch verse au fonctionnaire mis à disposition la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, supplément familial, primes et indemnités).

La Commune peut indemniser les frais et sujétions auxquels s'exposera le fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions.

Article 6 : Remboursement de la rémunération

Le montant de la rémunération (traitement de base, supplément familial, primes et indemnités), des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2° alinéa III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par la Commune de Plaisance du Touch sont remboursés par le SITPRT au prorata du temps de travail affecté au SITPRT.

Une facturation trimestrielle sera adressée au SITPRT.

La Commune de Plaisance du Touch supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

Article 7 : Modalités de contrôle et d'évaluation des activités du fonctionnaire mis à disposition

Le SITPRT transmet un rapport annuel sur l'activité du personnel mis à disposition par la Commune de Plaisance du Touch, après un entretien individuel.

L'administration d'origine établit la notation.

Article 8 : Droits et obligations

Les agents mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

En cas de faute, le SITPRT peut saisir la Commune de Plaisance du Touch qui est seule compétente pour engager une procédure disciplinaire.

Article 9 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention, à la demande de la Commune de Plaisance du Touch, du SITPRT, ou du fonctionnaire mis à disposition, sous réserve d'un préavis de 2 mois.

La fin de la mise à disposition de l'agent et son remplacement seront décidés d'un commun accord entre les parties.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale ou l'établissement d'origine et l'organisme d'accueil.

Si au terme de la mise à disposition, le fonctionnaire ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées auparavant à la Commune de Plaisance du Touch, il sera placé, après avis de la Commission Administrative Paritaire, dans des fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, dans le respect des règles du 2^{ème} alinéa de l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984.

Article 10 : Transmission préalable de la convention au fonctionnaire

La présente convention a été transmise le XXX novembre 2016 au fonctionnaire pour accord, avant signature.

Article 11 : Transmission d'un rapport annuel au Comité Technique Paritaire

Un rapport annuel sera transmis au CTP compétent. Celui-ci précisera le nombre d'agents mis à disposition par la collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine.

Article 12 : Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Toulouse.

Fait à Plaisance du Touch, le xx Janvier 2017

P/ Le Maire de la Commune,

Le Président du SITPRT

Le 1^{er} adjoint de la commune
de Plaisance du Touch

Louis ESCOULA